



## Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale  
21 février 2013  
Français  
Original: anglais

---

### Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

#### Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire

#### Examen des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

**Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des entités sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif stratégique 4 de la Stratégie**

### **Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des entités sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif stratégique 4 de la Stratégie**

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports ayant trait à l'objectif 4 de la Stratégie: mobiliser des ressources en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats efficaces entre acteurs nationaux et internationaux (pour la période de notification 2010-2011). Il contient des mises à jour pour cinq des sept indicateurs d'impact qui intéressent cet objectif stratégique du point de vue mondial, régional et sous-régional et décrit les tendances observées pour les indicateurs précisant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif fixé pour chacun d'eux.

Le document contient aussi des recommandations aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen et de la mise en œuvre de la Convention sur la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités visant à atteindre cet objectif.

Des considérations relatives à la communication d'information, y compris sur les possibilités d'amélioration de l'ensemble des indicateurs d'impact et des méthodologies connexes sont également présentées dans le document ICCD/CRIC(11)/15 qui enrichit le processus.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	4
II. Indicateur d'impact SO-4-1 pour l'effet escompté 4.1.....	7–10	5
Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers au titre d'objectifs liés à la Convention (voir l'annexe, tableau 1).....	8–10	5
III. Indicateur d'impact SO-4-2 pour l'effet escompté 4.1.....	11–17	5
A. Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers au titre d'objectifs liés à la Convention (voir l'annexe, tableau 2 et figure 1).....	12–13	6
B. Valeur nominale (en dollars É.-U.) de l'Aide publique au développement bilatérale (voir l'annexe, tableau 3 et figure 2).....	14–17	6
IV. Indicateur d'impact SO-4-3 pour l'effet escompté 4.1.....	18–24	7
Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers alloués à des objectifs liés à la Convention sur les budgets publics (au niveau national ou infranational).....	19–24	7
V. Indicateurs d'impact SO-4-6 pour l'impact escompté 4.2.....	25–32	8
Nombre de mécanismes mis en place pour faciliter la mobilisation de ressources destinées à la mise en œuvre de la Convention.....	26–32	9
VI. Indicateur d'impact SO-4-7 pour l'impact escompté 4-2.....	33–42	10
Structure, responsabilités et dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention.....	34–42	10
VII. Conclusions.....	43–47	12
VIII. Recommandations.....	48	13
Annexe		
Tables and figures accompanying the preliminary analysis of impact indicators established under strategic objective 4 of The Strategy.....		14

## I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les autres entités soumettant des rapports au sujet de l'objectif stratégique 4 (SO 4) de la Stratégie: mobiliser des ressources en faveur de la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats efficaces entre acteurs nationaux et acteurs internationaux. Il a été établi par le Mécanisme mondial en coopération avec le secrétariat, conformément à la décision 13/COP.9.

2. Sur les sept indicateurs d'impact adoptés pour le SO 4, deux ne sont pas analysés dans le présent document, à savoir ceux qui se rapportent aux ressources mobilisées auprès de sources de financement innovantes et auprès du secteur privé (c'est-à-dire les indicateurs d'impact SO-4-4 et SO-4-5, respectivement); ils feront l'objet d'une étude séparée qui sera élaborée par le Mécanisme mondial en fonction de la disponibilité des ressources, des données et des études existantes, conformément aux décisions 13/COP.10 et 14/COP.10.

3. Pour chacun des cinq indicateurs d'impact de cet objectif stratégique, une analyse au plan mondial tente de donner un aperçu général de la situation d'après les informations fournies par les entités concernées. Ces analyses sont présentées dans le rapport proprement dit tandis que les annexes contiennent des données supplémentaires, notamment des tableaux analytiques et des chiffres par région et sous-région.

4. Des informations sur cet objectif stratégique ont été fournies pour la première fois au cours du cycle actuel de présentation de rapports et d'examen. L'analyse porte sur 83 entités qui ont communiqué des informations sur le SO 4. Toutefois le nombre de réponses variait selon l'indicateur. En raison du peu de temps réservé pour cette analyse, il n'a pas été possible de procéder à une vérification approfondie de l'intégrité des données avec les entités concernées. L'analyse du SO 4 a porté essentiellement sur les ressources mobilisées pour la mise en œuvre de la Convention dans les pays en développement touchés et, le cas échéant, dans les pays d'Europe centrale et orientale. L'analyse des activités au niveau mondial a porté aussi sur les ressources concernant plusieurs pays dans diverses régions.

5. Les résultats sont fondés exclusivement sur les réponses et les points de vue exprimés par les entités concernées dans les rapports officiels qu'elles ont soumis par le biais du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS).

6. Les conclusions générales relatives au SO 4 qui figurent à la fin du présent document font apparaître des aspects pertinents des données de référence pour les indicateurs d'impact. Les recommandations soumises pour examen au Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) concernent la nécessité d'adapter, de rationaliser et de renforcer les activités en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie. À l'aide d'un cadre axé sur les résultats, le CRIC souhaitera peut-être énoncer, à l'intention des Parties, des institutions relevant de la Convention et de leurs organes subsidiaires ainsi que des organisations pertinentes, des orientations concrètes afin d'assurer le suivi des recommandations ciblées dont la Conférence des Parties sera saisie pour examen.

## II. Indicateur d'impact SO-4-1 pour l'effet escompté 4.1

### **Variation en pourcentage des contributions des donateurs multilatéraux pour les activités liées à la Convention**

Effet escompté: *Des ressources financières, techniques et technologiques accrues sont mises à la disposition des pays en développement parties touchés et, s'il y a lieu, des pays d'Europe centrale et orientale, aux fins de l'application de la Convention.*

7. Cet indicateur donne une indication de tendance pour ce qui est des financements alloués aux investissements liés à la DDDS et autres activités liées à la Convention telles que la gestion durable des terres par les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales (OIG), en particulier les institutions multilatérales de financement du développement.

### **Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers au titre d'objectifs liés à la Convention (voir l'annexe, tableau 1)**

8. Parmi les OIG qui en avaient été priées, seul le FEM a présenté un rapport sur cet indicateur.

9. Le FEM a fait état d'engagements de 8,4 millions de dollars É.-U. en 2010 et de 52,2 millions en 2011, soit un montant total de 60,6 millions de dollars É.-U. pour l'exercice biennal; le montant pour la seconde année du cycle de présentation de rapports était ainsi cinq fois plus élevé que celui de la première année. Cela est dû essentiellement à une forte augmentation des engagements financiers du FEM pour les objectifs liés à la Convention dans la région de l'Afrique. En outre, les engagements du FEM pour l'Asie et la CEE n'ont été programmés qu'en 2011 alors qu'aucun engagement n'était prévu pour des activités au plan mondial en 2011 et pour la région de la Méditerranée septentrionale pour toute la durée du cycle de présentation de rapports. L'Amérique latine et les Caraïbes était la seule région où les engagements du FEM avaient diminué la deuxième année du cycle, mais représentaient le deuxième engagement global le plus important pour cette période.

10. Dans la mesure où une seule entité a présenté des rapports pour cette période, il a été impossible d'évaluer le montant total des engagements des OIG et des institutions multilatérales de financement du développement pendant cette période. Les autres grands investisseurs qui financent des activités liées à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse telles que les banques multilatérales de développement devraient être encouragés à présenter des rapports à l'avenir.

## III. Indicateur d'impact SO-4-2 pour l'effet escompté 4.1

### **Part de la Convention dans l'Aide publique au développement (APD) bilatéral**

Effet escompté: *Des ressources financières, techniques et technologiques accrues sont mises à disposition des pays en développement parties touchés et, s'il y a lieu, des pays d'Europe centrale et orientale, aux fins de l'application de la Convention.*

11. Cet indicateur est supposé fournir une indication des ressources financières allouées par les pays développés parties aux investissements liés à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse et à d'autres activités au titre de la Convention dans le cadre de leur coopération bilatérale pour le développement.

**A. Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers au titre d'objectifs liés à la Convention (voir l'annexe, tableau 2 et fig. 1)**

12. Sept pays développés parties ont fourni des données pour cet indicateur faisant état d'activités au niveau national, sous-régional et mondial. Le montant total des engagements financiers pour les objectifs liés à la Convention qui était de 44,1 millions de dollars É.-U. en 2010, était passé à 182,1 millions en 2011. Le total des engagements financiers mentionnés par ceux qui ont communiqué des rapports pour cette période atteignait 226,2 millions de dollars É.-U. Il apparaît que l'Afrique était la région qui recevait la plus grande part des engagements financiers alors que l'Asie était celle où les engagements avaient augmenté le plus fortement au cours de la période, c'est-à-dire de 2010 à 2011. Des engagements concernant la région de la Méditerranée septentrionale n'ont été indiqués que pour la seconde année. Cette augmentation des engagements pour l'Afrique et l'Asie s'était accompagnée d'une diminution pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de 69 % environ, et pour la CEE, de 16 %.

13. Les engagements financiers alloués par les pays développés parties étaient restés relativement stables ou avaient augmenté de 2010 à 2011, sauf dans le cas d'un pays qui avait pris en 2010 un engagement unique de grande ampleur (représentant 90 % de son engagement total).

**B. Valeur nominale (en dollars É.-U.) de l'Aide publique au développement bilatérale (voir l'annexe, tableau 3 et fig. 2)**

14. Sept pays développés parties ont communiqué des données et des informations sur l'Aide publique au développement (APD) globale pour cette période. L'un d'eux n'a fourni aucune donnée pour 2011; étant donné que ce pays avait été le plus gros contributeur d'APD en 2010, il en est résulté une forte diminution entre la première et la seconde année du cycle de présentation de rapports pour toutes les régions. En outre, aucune des entités ayant présenté des rapports n'a fourni de données concernant les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et de la Méditerranée septentrionale pour 2011. Deux pays ont indiqué le montant global pour de nombreux pays dans diverses régions, qui a dû être considéré dans les calculs comme des activités au niveau mondial bien que ce ne fût pas vraiment le cas. Cela étant, le montant total de l'APD bilatérale pour la période 2010-2011 s'élevait à 16,1 milliards de dollars É.-U. consacrés essentiellement à l'Afrique (51 %), à l'Amérique latine et aux Caraïbes (15 %) et à l'Asie (9 %).

**Part de l'Aide publique au développement (voir l'annexe, tableau 4)**

15. D'après ces données, la valeur de référence choisie pour suivre la part de l'Aide publique au développement bilatérale allouée à des activités liées à la Convention montre que, malgré les variations observées entre les régions et les donateurs, la part moyenne était globalement très faible (0,84 %). Elle était la plus forte pour l'Afrique (1,9 %), environ la moitié pour l'Asie et très faible (de 0,2 à 0,7 %) pour les autres régions. Cet écart était encore plus marqué lorsqu'il a été calculé pour les pays développés parties qui avaient communiqué des informations sur ces indicateurs, allant de 0,2 % à 8,5 %.

16. Il convient toutefois de noter que, peut-être à une exception près, le montant de l'APD signalé par les pays développés parties ne correspondait pas aux chiffres officiels communiqués à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>1</sup>. Il faut donc considérer comme moyenne à faible l'exactitude des pourcentages calculés pour cet indicateur.

17. Il serait intéressant à l'avenir de mesurer aussi la part des ressources des pays allouées à des objectifs liés à la Convention dans les budgets publics des pays parties touchés, à titre de comparaison, et pour obtenir un indicateur complémentaire de SO-4-3 (voir ci-dessous) et une indication pour l'harmonisation de l'aide.

#### IV. Indicateur d'impact SO-4-3 pour l'impact escompté 4.1

##### **Variation en pourcentage des engagements financiers des pays pour la mise en œuvre de la Convention**

*Effet escompté: Des ressources financières, techniques et technologiques accrues sont mises à la disposition des pays en développement parties touchés et, s'il y a lieu, des pays d'Europe centrale et orientale, aux fins de l'application de la Convention.*

18. Cet indicateur est destiné à donner une indication de tendance pour ce qui est des financements publics alloués aux investissements liés à la DDTS et autres activités liées à la Convention par des pays parties touchés.

##### **Valeur nominale (en dollars É.-U.) des engagements financiers alloués à des objectifs liés à la Convention sur les budgets publics (au niveau national ou infranational)**

###### **1. Analyse au plan mondial (voir l'annexe, tableau 5 et fig. 3)**

19. En 2010, des engagements financiers pour une valeur nominale totale de 26 milliards 380 millions de dollars É.-U. ont été alloués pour des objectifs liés à la Convention sur les budgets publics des pays; ce chiffre a diminué en 2011, passant à 25 milliards 740 millions. La diminution était légère pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine et les Caraïbes mais plus marquée pour la région de la CEE tandis que la Méditerranée septentrionale était la seule région pour laquelle les engagements aient augmenté à la fin de la période de présentation de rapports. La région représentant la part d'engagements la plus élevée pour l'ensemble de la période (2010 et 2011) était l'Asie (24 milliards 340 millions de dollars É.-U.) suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes (20 milliards 160 millions), de l'Afrique (7 milliards 320 millions), de la Méditerranée septentrionale (194 160 000) et de la CEE (64,5 millions).

###### **2. Pays parties touchés (analyse sous-régionale et régionale)**

###### *a) Afrique (voir l'annexe, tableau 6 et fig. 4)*

20. Pour la région de l'Afrique, les engagements financiers sur les budgets publics des pays représentaient une valeur nominale totale de 3,89 milliards de dollars É.-U. en 2010

<sup>1</sup> Source: OCDE, Statistics on resource flows to developing countries, 20 décembre 2012. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/development/aidstatistics/statisticsonresourceflowstodevelopingcountries.htm>.

mais en 2011, ils n'étaient plus que de 3,44 milliards. La diminution la plus marquée a été observée en Afrique de l'Ouest alors qu'en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord l'évolution était positive au cours de cette période. Toutefois, l'Afrique de l'Ouest a été en même temps la sous-région qui a alloué la plus forte part des engagements sur les budgets publics des pays, suivie de l'Afrique du Nord.

*b) Asie (voir l'annexe, tableau 7 et fig. 5)*

21. Pour la région de l'Asie, les engagements financiers sur les budgets publics des pays représentaient une valeur nominale totale de 12 milliards 230 millions de dollars É.-U. en 2010 et un peu moins en 2011 avec 12 milliards 110 millions. La sous-région représentant la plus forte part des engagements était l'Asie de l'Est suivie de l'Asie de l'Ouest. Une diminution en 2011 par rapport à 2010 était enregistrée en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est.

*c) Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableau 8 et fig. 6)*

22. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, les engagements financiers sur les budgets publics des pays représentaient en 2010 une valeur nominale totale de 10 milliards 100 millions de dollars É.-U. Ce chiffre est resté pratiquement stable en 2011. Une légère diminution a été constatée en Mésio-Amérique, alors que dans les autres sous-régions les engagements ont augmenté ou sont restés stables. La Mésio-Amérique était la région qui a alloué la plus forte part des engagements dans les budgets nationaux, suivie du cône Sud.

*d) Méditerranée septentrionale*

23. Un seul pays ayant communiqué des informations sur la région de la Méditerranée septentrionale, les engagements financiers étaient passés de 64,5 millions de dollars É.-U. en 2010 à près de 130 millions en 2011.

*e) Europe centrale et orientale*

24. Deux pays de la région de la CEE ont fourni des données de financement pour cet indicateur qui montraient une diminution des engagements financiers sur les budgets publics des pays lesquels étaient passés de 94 millions de dollars É.-U. en 2010 à 1 milliard 110 millions en 2011.

## V. Indicateur d'impact SO-4-6 pour l'impact escompté 4.2

**Nombre et type de cadres juridiques et réglementaires, d'incitations économiques et d'autres mécanismes assurant ou facilitant l'apport de fonds pour la mise en œuvre de la Convention, à tous les niveaux**

Effet escompté: *Nombre et type de cadres juridiques et réglementaires, d'incitations économiques et d'autres mécanismes assurant ou facilitant l'apport de fonds pour la mise en œuvre de la Convention, à tous les niveaux*

25. Cet indicateur donne la mesure des efforts consentis par les parties prenantes à la Convention pour faciliter son application.



## Nombre de mécanismes mis en place pour faciliter la mobilisation de ressources destinées à la mise en œuvre de la Convention

### 1. Analyse au plan mondial (voir l'annexe, tableau 9)

26. Les entités concernées avaient été priées d'indiquer l'existence de mécanismes susceptibles de stimuler les investissements et d'augmenter les flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention. Ces mécanismes sont les suivants: i) lois et réglementations; ii) mesures économiques et financières; iii) cadres de coopération; iv) politiques sectorielles. En 2010 un total de 1 136 mécanismes a été signalé dans les pays parties touchés. Ce nombre était passé à 1 166 à la fin de la période. L'Asie arrivait en tête au cours des deux années avec plus de 70 % de tous les mécanismes existants, suivie de l'Afrique. Pour ces deux années, les mécanismes les plus souvent cités étaient les politiques sectorielles suivies par les lois et réglementations, les mesures économiques et fiscales et les cadres de coopération. L'utilisation de tels mécanismes a augmenté en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes alors qu'elle a légèrement diminué dans la région de la Méditerranée septentrionale et qu'elle a chuté de manière assez significative dans la région de la CEE. Aucune institution multilatérale n'a fourni d'informations pour cet indicateur.

### 2. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

#### a) Afrique (voir l'annexe, tableau 10)

27. En 2010, 168 mécanismes étaient disponibles pour faciliter la mobilisation de ressources en vue de la mise en œuvre de la Convention et leur nombre était passé à 173 à la fin de la période. L'Afrique de l'Ouest arrivait nettement en tête pour les deux années avec plus de 60 % de tous les mécanismes mis en place dans la région, suivie de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Sud. Les mesures les plus utilisées étaient les cadres de coopération (alors que ceux-ci étaient les moins utilisés au niveau mondial), suivis des politiques sectorielles, des mesures économiques et fiscales et des lois et réglementations. Le nombre des mécanismes instaurés pour augmenter les ressources et les apports de fonds en vue de la mise en œuvre n'avait pas varié sensiblement au cours de cette période.

#### b) Asie (voir l'annexe, tableau 11)

28. En 2010 il existait en Asie 809 mécanismes destinés à faciliter la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Convention et ce nombre était passé à 859 à la fin de la période. L'Asie centrale arrivait en tête les deux années avec 74 % de tous les mécanismes existants dans la région, suivie de l'Asie du Sud. Les incitations les plus utilisées étaient les politiques sectorielles suivies des lois et réglementations, des mesures économiques et fiscales et des cadres de coopération. Le recours à des mécanismes susceptibles d'accroître les flux financiers pour la mise en œuvre de la Convention a augmenté dans toutes les sous-régions à l'exception d'une légère diminution en Asie du Sud.

#### c) Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableau 12)

29. Au total, 92 mécanismes ont été signalés dans l'ensemble de la région en 2010 et ce nombre avait augmenté à la fin de la période, passant à 98. La Méso-Amérique était la sous-région comptant le plus grand nombre de mécanismes. Pour les deux années, les mécanismes les plus souvent cités étaient les politiques sectorielles, puis les cadres de coopération, les lois et réglementations et les incitations économiques et fiscales. Dans les sous-régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, le nombre de mécanismes destinés à

faciliter les investissements a augmenté ou est resté stable, à l'exception de la sous-région andine.

d) *Méditerranée septentrionale (voir l'annexe, tableau 13)*

30. En 2010, la région de la Méditerranée septentrionale comptait sept mécanismes destinés à faciliter la mobilisation de ressources en vue de la mise en œuvre de la Convention. Il n'en existait plus que six à la fin de la période de présentation de rapports. La répartition par type d'incitation était assez uniforme, les cadres de coopération l'emportant légèrement sur les autres mécanismes.

e) *Europe centrale et orientale (voir l'annexe, tableau 14)*

31. En 2010, la région de la CEE comptait 60 mécanismes destinés à faciliter la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Convention et ce nombre est passé à 30 à la fin de la période de présentation de rapports. Les lois et réglementations ont été citées plus souvent que les autres mécanismes suivies des mesures économiques et financières lesquelles ont toutefois connu une diminution significative au cours de la seconde année.

3. **Pays développés parties (voir l'annexe, tableau 15)**

32. En 2010, les pays développés parties ont signalé l'existence de 56 mécanismes financiers destinés à faciliter la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Convention grâce à une coopération pour le développement avec des pays parties touchés mais ce nombre est tombé à 38 en 2011. Un pays dominait pour ce qui était du nombre de mécanismes existants au cours des deux années, suivi d'un autre pays qui comptait un tiers des mécanismes. Pour les deux années, le plus grand nombre de mécanismes cités était les cadres de coopération, suivis des lois et réglementations et des politiques sectorielles. Deux dispositifs économiques et financiers existaient au cours de cette période. Le pays comptant le plus de mécanismes a indiqué une diminution significative de leur nombre qui était passé de 34 en 2010 à 15 en 2011.

## VI. Indicateur d'impact SO-4-7 pour l'impact escompté 4.2

**Répartition claire des responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre de la Convention, à tous les niveaux**

Effet escompté: *Nombre et type de cadres juridiques et réglementaires, d'incitations économiques ou d'autres mécanismes assurant ou facilitant l'apport de fonds pour la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux*

33. Cet indicateur donne une indication de l'efficacité des dispositifs institutionnels pour la mise en œuvre de la Convention s'agissant du processus de mobilisation des ressources.

**Structure, responsabilités et dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention**

1. **Analyse au plan mondial (voir l'annexe, tableaux 16 à 20)**

34. L'évaluation globale de l'efficacité de la structure, des responsabilités et des dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention s'est

révélée assez positive, avec des variations selon les régions et les niveaux géographiques (international ou local). Des différences minimales étaient observées entre la première et la seconde année de la période. En règle générale, le degré de satisfaction était plus élevé pour les dispositifs institutionnels de niveau international et diminuait légèrement pour les structures institutionnelles des niveaux régional, sous-régional, national et local.

## **2. Pays parties touchés (analyse aux niveaux sous-régional et régional)**

### *a) Afrique (voir l'annexe, tableaux 21 à 25)*

35. Le degré de satisfaction indiqué était plus élevé pour les dispositifs institutionnels de niveau international que pour les dispositifs de niveaux régional, sous-régional, national ou local. Aucun changement significatif n'est apparu entre la première et la seconde année de la période.

### *b) Asie (voir l'annexe, tableaux 26 à 30)*

36. L'Asie était l'une des régions affichant le degré le plus élevé de satisfaction: très peu de pays ont décrit comme mauvais ou très mauvais la structure, les responsabilités et les dispositifs institutionnels à quelque niveau que ce soit. Aucun changement significatif n'a été signalé entre la première et la seconde année de la période.

### *c) Amérique latine et Caraïbes (voir l'annexe, tableaux 31 à 35)*

37. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est déclarée elle aussi relativement satisfaite de la structure, des responsabilités et des dispositifs institutionnels, très peu de pays considérant ces dispositifs comme mauvais ou très mauvais (un pays chaque année a évalué les dispositifs aux niveaux régional et sous-régional, tous deux appartenant à la région de la Méso-Amérique). Aucun changement significatif n'a été constaté entre la première et la seconde année de la période.

### *d) Méditerranée septentrionale (voir l'annexe, tableaux 36 à 40)*

38. Deux pays parties touchés ont fourni des informations sur l'efficacité des dispositifs institutionnels à tous les niveaux dans la région de la Méditerranée septentrionale. Aucune variation n'a été signalée entre la première et la seconde année de la période et la structure, les responsabilités et les dispositifs institutionnels ont toujours été décrits comme très bons, bons ou acceptables. La seule exception concernait le niveau national pour lequel un pays a décrit la structure comme mauvaise en 2010 comme en 2011.

### *e) Europe centrale et orientale (voir l'annexe, tableaux 41 à 45)*

39. Trois pays parties touchés ont communiqué des informations sur cet indicateur dans la région de la CEE. On n'a pas constaté de variations entre la première et la seconde année de la période. Le degré de satisfaction le plus élevé a été accordé aux dispositifs au niveau international où la structure, les responsabilités et les dispositifs institutionnels étaient décrits comme très bons ou bons. Aux niveaux régional, sous-régional et local, un pays a considéré la structure comme peu satisfaisante.

## **3. Pays développés parties (voir l'annexe, tableau 46)**

40. Huit pays développés parties ont communiqué des informations sur le degré de satisfaction des dispositifs institutionnels à tous les niveaux, avec des différences minimales au cours de la période. Le degré de satisfaction le plus élevé concernait des dispositifs au niveau international, le plus faible des dispositifs aux niveaux régional et sous-régional.

**4. Fonds pour l'environnement mondial (voir l'annexe, tableau 47)**

41. Le FEM s'est déclaré extrêmement satisfait de la structure, des responsabilités et des dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention. Aucun changement n'était signalé entre la première et la seconde année de la période et la structure était décrite comme très bonne à tous les niveaux, sauf au niveau sous-régional où elle était décrite comme acceptable.

**5. Mécanisme global (voir l'annexe, tableau 48)**

42. Le Mécanisme global s'est déclaré extrêmement satisfait de la structure, des responsabilités et des dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux. Aucun changement n'a été signalé entre la première et la seconde année et la structure a été décrite comme très bonne à tous les niveaux.

**VII. Conclusions**

43. L'analyse des rapports soumis par les Parties et par les autres entités concernées a fourni des conclusions intéressantes relatives à la mobilisation de ressources pour faciliter la mise en œuvre de la Convention par l'instauration de partenariats efficaces entre les acteurs nationaux et internationaux et a confirmé des observations anciennes bien connues. Il convient de noter que plusieurs entités n'ont pas répondu aux questions concernant cet objectif stratégique et que, de ce fait, les données et leur analyse ne doivent pas être considérées comme très précises.

44. L'état d'avancement de cet objectif stratégique ne peut être déterminé entièrement après un seul cycle de présentation de rapports. En tant qu'analyse des valeurs de référence, le présent document a donc examiné les chiffres pour toute la période biennale 2010-2011 et quelques tendances que font apparaître les chiffres indiqués pour chacune des deux années. Ces premiers résultats sont encourageants. La prochaine période biennale montrera si les tendances initiales se sont confirmées et si les pays parties progressent de manière significative pour obtenir les résultats au titre du SO 4.

45. La valeur nominale des engagements au titre des objectifs liés à la Convention peut être considérée comme satisfaisante pour toutes les entités ayant présenté des rapports: le FEM (indicateur d'impact SO-4-1); les pays développés parties (indicateur d'impact SO-4-2); les pays parties touchés (indicateur d'impact SO-4-3), avec une tendance positive dans presque toutes les régions et sous-régions entre la première et la seconde année du cycle de présentation de rapports.

46. L'existence de nombreux types de dispositifs et d'incitations différents apparaît comme un facteur susceptible de faciliter la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la Convention. À cet effet, les pays semblent s'appuyer davantage sur des incitations politiques et juridiques que sur des incitations économiques et financières. Toutefois, une tendance positive est observée pour ce qui est du nombre total de dispositifs mis en place entre 2010 et 2011 dans presque toutes les régions.

47. L'évaluation de l'efficacité de la structure, des responsabilités et des dispositifs institutionnels destinés à faciliter la mise en œuvre de la Convention aux niveaux international, régional, sous-régional, national et local fournit des résultats qui vont de moyens à bons. Dans la majorité des régions et pour la plupart des entités concernées, le degré de satisfaction est le plus élevé pour les dispositifs au niveau international et il diminue progressivement en fonction du niveau géographique atteignant son point le plus faible au niveau local. Cela indique qu'un environnement propice aux

investissements liés à la gestion durable des terres doit atteindre le niveau local pour bénéficier à ceux qui gèrent effectivement les services rendus par les écosystèmes terrestres.

## VIII. Recommandations

48. Les premières recommandations ci-après pourraient être examinées par les Parties à la onzième session du Comité afin d'engager rapidement des consultations sur des projets de décisions qui seraient soumis pour examen à la onzième Conférence des Parties (COP 11):

a) Le FEM est encouragé à maintenir la tendance à l'augmentation du montant des ressources allouées aux pays parties touchés pour les objectifs liés à la Convention;

b) Les pays développés parties sont invités à intensifier leur action visant à fournir une aide aux pays parties touchés en vue d'atteindre les objectifs liés à la Convention et à augmenter la part de l'APD allouée pour la gestion durable des terres et les activités liées à la Convention, notamment dans les régions où l'on constate des tendances négatives;

c) Les pays parties touchés sont invités à redoubler d'efforts pour engager des ressources sur leurs budgets publics en vue d'atteindre les objectifs liés à la Convention;

d) Les pays parties touchés et les pays développés parties sont encouragés à maintenir la tendance positive observée en ce qui concerne la mise en place de divers types de mécanismes et d'incitations destinés à mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de la Convention;

e) Les Parties, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales, y compris le FEM, sont invités à améliorer la structure, les responsabilités et les dispositifs institutionnels pour faciliter la mise en œuvre de la Convention, notamment aux niveaux régional, sous-régional, national et local;

f) Les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont priés d'inscrire l'examen de ces recommandations dans leurs programmes de travail et leurs plans respectifs pour examen à la onzième session de la COP, afin de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif stratégique 4.

**Annexe**

[Anglais seulement]

**Tables and figures accompanying the preliminary analysis of impact indicators established under strategic objective 4 of The Strategy**

**List of figures**

	<i>Page</i>
1. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from developed country Parties (by receiving region, with the exclusion of global activities) .....	18
2. Nominal amount (USD million) of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by receiving region, with the exclusion of global activities) .....	19
3. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Global) .....	20
4. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Africa) .....	21
5. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Asia) .....	21
6. Nominal amount (USD million) of financial commitments for convention-related objectives made from domestic public budgets (Latin America and the Caribbean) .....	22

**List of tables**

1. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from the Global Environment Facility .....	17
2. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from developed country Parties (by receiving country and region) .....	17
3. Nominal amount (USD million) of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by receiving country and region) .....	18
4. Convention-related assistance as a share of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by recipient region) .....	19
5. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Global) .....	19
6. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Africa) .....	20
7. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Asia) .....	21
8. Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Latin America and the Caribbean) .....	22

9.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Global).....	22
10.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Africa) .....	23
11.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Asia) .....	24
12.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Latin America and the Caribbean).....	24
13.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Northern Mediterranean) .....	25
14.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Central and Eastern European).....	25
15.	Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (developed country Parties) .....	25
16.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Global).....	25
17.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Global).....	26
18.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Global) .....	27
19.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Global).....	27
20.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Global).....	28
21.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Africa) .....	28
22.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Africa) .....	29
23.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Africa).....	29
24.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Africa).....	29
25.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Africa).....	30
26.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Asia) .....	30
27.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Asia) .....	31
28.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Asia).....	31
29.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Asia) .....	32
30.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Asia) .....	32
31.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Latin America and the Caribbean).....	33
32.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Latin America and the Caribbean).....	33
33.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Latin America and the Caribbean).....	33
34.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Latin America and the Caribbean).....	34
35.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Latin America and the Caribbean).....	34

36.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Northern Mediterranean) .....	35
37.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Northern Mediterranean) .....	35
38.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Northern Mediterranean) .....	35
39.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Northern Mediterranean) .....	35
40.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Northern Mediterranean)	35
41.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Central and Eastern European) .....	36
42.	Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the regional level (Central and Eastern European) .....	36
43.	Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the sub-regional level (Central and Eastern European) .....	36
44.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Central and Eastern European) .....	36
45.	Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the local level (Central and Eastern European) .....	36
46.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (developed country Parties): Average results .....	37
47.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (Global Environment Facility).....	37
48.	Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (Global Mechanism) .....	37



## I. Tables for impact indicator SO-4-1

Table 1  
Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from the Global Environment Facility

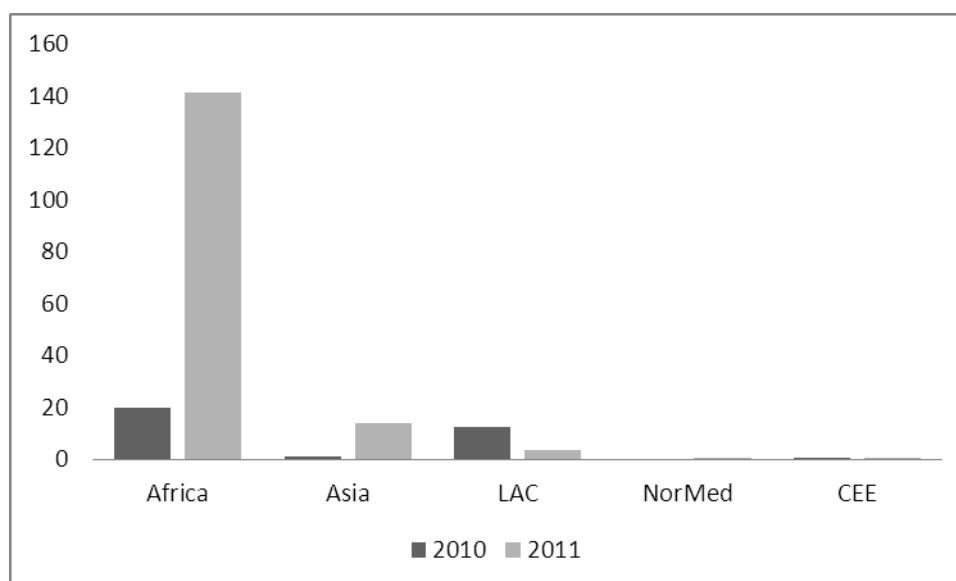
<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Africa	3.5	38.7	10.0
Asia	-	6.5	n/a
Latin America and the Caribbean	4.0	3.3	-0.2
Northern Mediterranean	-	-	n/a
Central and Eastern European	-	3.8	n/a
Global activities	0.9	-	n/a
<b>Total</b>	<b>8.4</b>	<b>52.2</b>	<b>5.2</b>

## II. Tables and figures for impact indicator SO-4-2

Table 2  
Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from developed country Parties (by receiving country and region)

<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Africa	20.0	141.3	606
Asia	1.0	13.3	1 287
Latin America and the Caribbean	12.2	3.7	-69
Northern Mediterranean	-	0.2	n/a
Central and Eastern European	0.3	0.3	0
Global activities	10.6	23.3	119
<b>Total</b>	<b>44.1</b>	<b>182.1</b>	<b>313</b>

Figure 1  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives from developed country Parties (by receiving region, with the exclusion of global activities)**



LAC=Latin America and the Caribbean; NorMed= Northern Mediterranean;  
 CEE= Central and Eastern European

Table 3  
**Nominal amount (USD million) of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by receiving country and region)**

<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Africa	6 636.2	1 654.2	-75.1
Asia	1 318.8	102.7	-92.2
Latin America and the Caribbean	2 385.7	-	n/a
Northern Mediterranean	97.8	-	n/a
Central and Eastern European	137.1	0.6	-99.6
Global activities	1 916.0	1 897.1	-1.0
<b>Total</b>	<b>12 491.6</b>	<b>3 654.6</b>	<b>-70.7</b>

Figure 2

**Nominal amount (USD million) of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by receiving region, with the exclusion of global activities)**

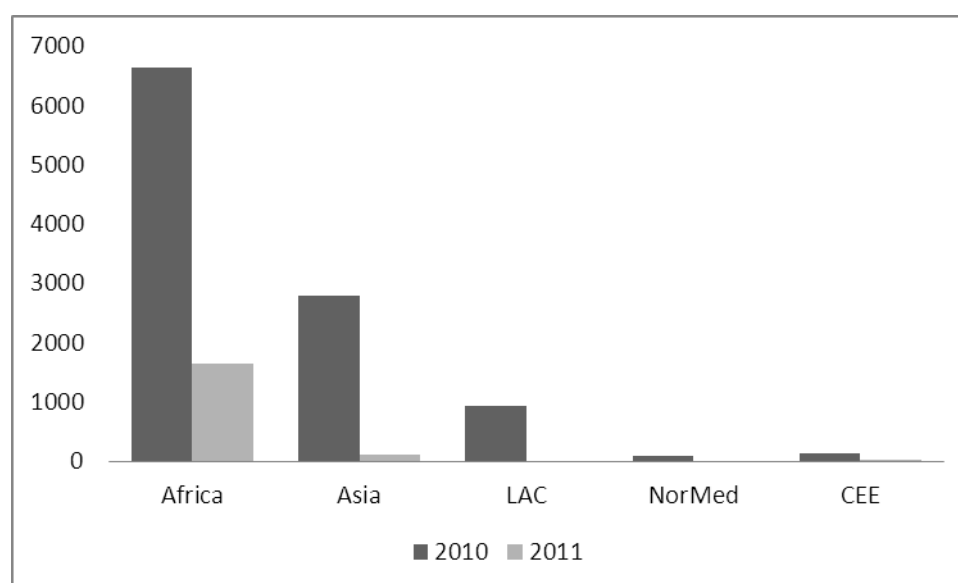


Table 4

**Convention-related assistance as a share of bilateral Official Development Assistance from developed country Parties (by recipient region)**

<i>Region</i>	<i>Share of bilateral ODA(percentage)</i>
Africa	1.9
Asia	1.0
Latin America and the Caribbean	0.7
Northern Mediterranean	0.2
Central and Eastern European	0.4
Global activities	0.9

### III. Tables and figures for impact indicator SO-4-3

Table 5

**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Global)**

<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Africa	3 885.8	3 435.7	-11.6
Asia	12 228.9	12 111.5	-01.0
Latin America and the Caribbean	10 104.4	10 058.2	-0.5
Northern Mediterranean	64.5	129.7	101.1
Central and Eastern European	94.0	1.1	-98.8
<b>Total</b>	<b>26 377.6</b>	<b>25 736.1</b>	<b>-2.4</b>

Figure 3  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Global)**

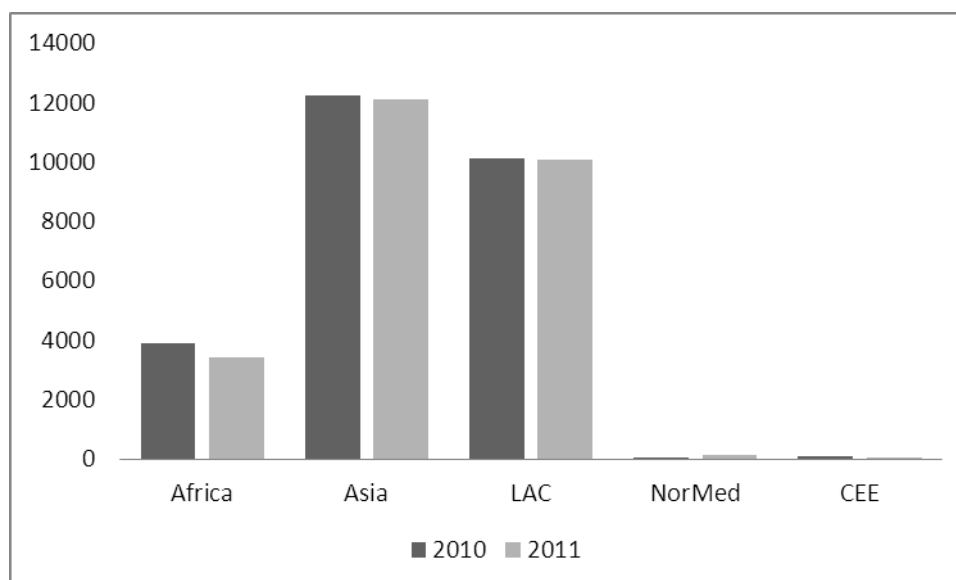


Table 6  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Africa)**

<i>Sub-region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Central Africa	0.3	0.3	3.7
Eastern Africa	0.2	0.4	100.0
Northern Africa	660.7	859.9	30.1
Southern Africa	20.6	20.1	-2.8
Western Africa	3 204.0	2 555.1	-20.2
<b>Total</b>	<b>3 885.8</b>	<b>3 435.7</b>	<b>-11.6</b>

Figure 4  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Africa)**

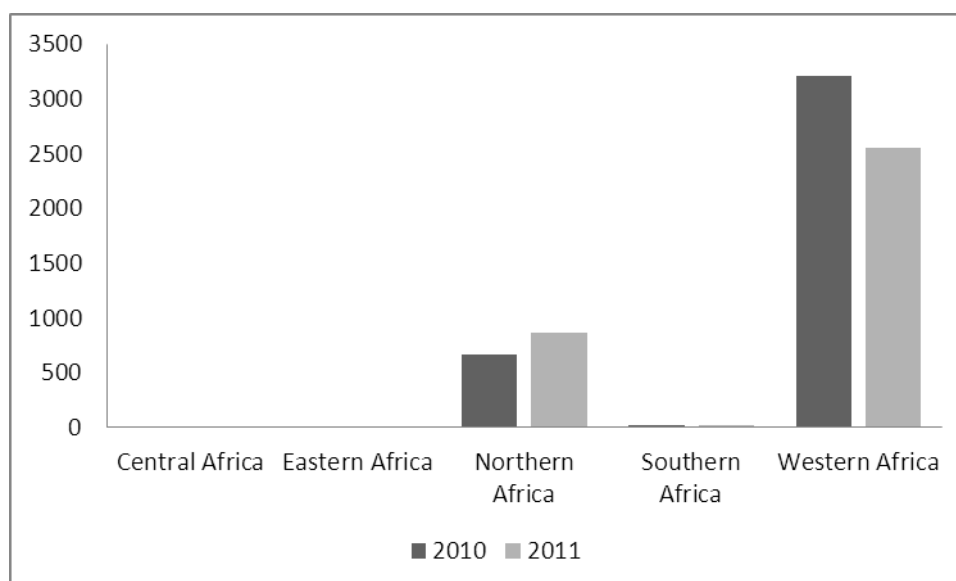


Table 7  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Asia)**

<i>Sub-region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Central Asia	86.9	87.3	0.4
East Asia	8 623.0	8 643.3	0.2
Pacific	0.1	0.1	0
South Asia	262.2	179.5	-31.5
South-East Asia	250.6	195.1	-22.1
West Asia	3 006.2	3 006.2	0.0
<b>Total</b>	<b>12 228.9</b>	<b>12 111.5</b>	<b>-0.9</b>

Figure 5  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Asia)**

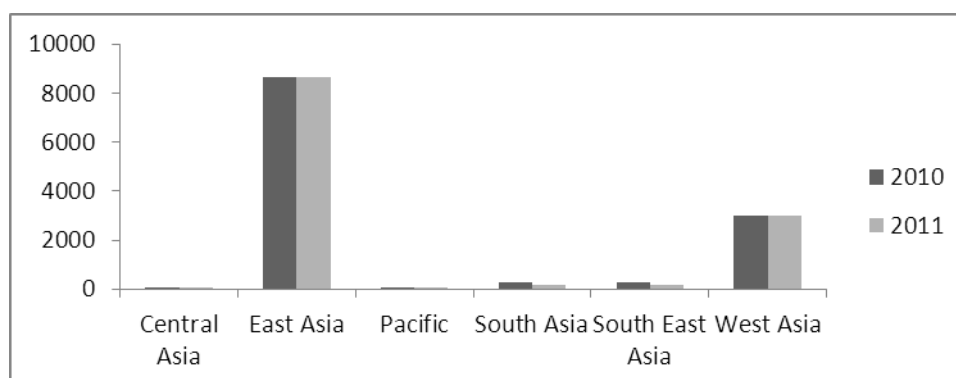
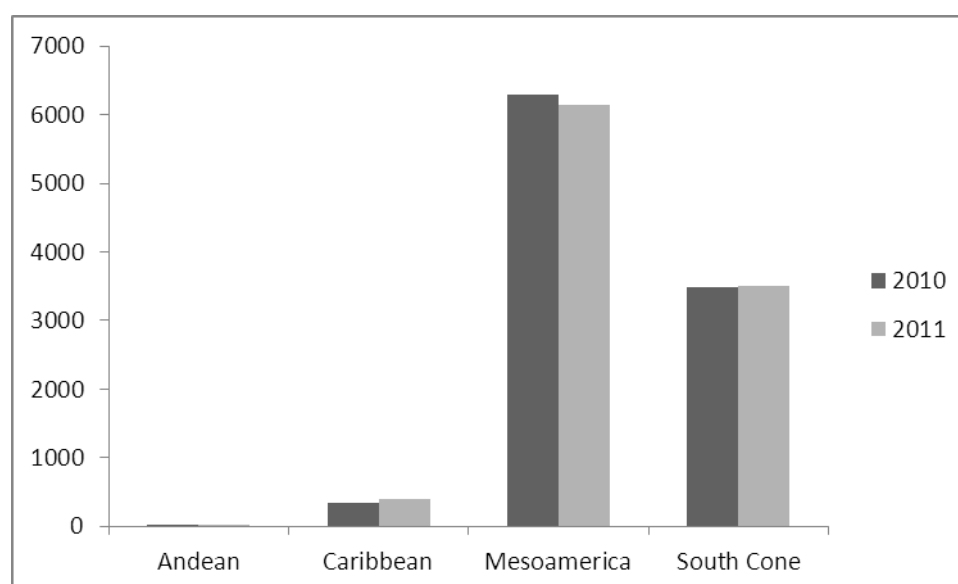


Table 8  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for Convention-related objectives made from domestic public budgets (Latin America and the Caribbean)**

<i>Sub-region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>Percentage change</i>
Andean	5.5	6.3	14.9
Caribbean	3 34.3	402.2	20.3
Mesoamerica	6 286.9	6 143.4	-2.3
South Cone	3 477.7	3 506.3	0.8
<b>Total</b>	<b>10 104.4</b>	<b>10 058.2</b>	<b>-0.5</b>

Figure 6  
**Nominal amount (USD million) of financial commitments for convention-related objectives made from domestic public budgets (Latin America and the Caribbean)**



#### IV. Tables for impact indicator SO-4-6

Table 9  
**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Global)**

	<i>Region</i>	<i>Economic and financial incentives</i>				<i>Total</i>
		<i>Laws and regulations</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>		
2010	Africa	32	35	59	42	168
	Asia	300	100	58	351	809
	Latin America and the Caribbean	17	4	23	48	92
	Northern Mediterranean	2	1	3	1	7

	<i>Region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
	Central and Eastern European	35	15	3	7	60
	<b>Total</b>	<b>386</b>	<b>155</b>	<b>146</b>	<b>449</b>	<b>1 136</b>
2011	Africa	35	35	58	45	173
	Asia	321	103	61	374	859
	Latin America and the Caribbean	16	4	27	51	98
	Northern Mediterranean	2	1	2	1	6
	Central and Eastern European	15	9	2	4	30
	<b>Total</b>	<b>389</b>	<b>152</b>	<b>150</b>	<b>475</b>	<b>1 166</b>

Table 10  
**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Africa)**

	<i>Sub-region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Central Africa	9	8	11	11	39
	Eastern Africa	-	-	1	1	2
	Northern Africa	2	1	1	1	5
	Southern Africa	5	2	15	16	38
	Western Africa	16	24	31	13	84
	<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>35</b>	<b>59</b>	<b>42</b>	<b>168</b>
2011	Central Africa	13	9	11	14	47
	Eastern Africa	-	-	1	1	2
	Northern Africa	1	1	1	1	4
	Southern Africa	5	1	14	15	35
	Western Africa	16	24	31	14	85
	<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>58</b>	<b>45</b>	<b>173</b>

Table 11  
**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Asia)**

	<i>Sub-region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Central Asia	261	28	14	295	598
	East Asia	2	48	5	4	59
	Pacific	-	-	-	-	-
	South Asia	31	13	15	28	87
	South-East Asia	1	1	1	3	6
	West Asia	5	10	23	21	59
	<b>Total</b>	<b>300</b>	<b>100</b>	<b>58</b>	<b>351</b>	<b>809</b>
2011	Central Asia	278	29	18	312	637
	East Asia	3	53	5	4	65
	Pacific	-	-	-	-	-
	South Asia	33	8	15	30	86
	South-East Asia	2	1	1	5	9
	West Asia	5	12	22	23	62
	<b>Total</b>	<b>321</b>	<b>103</b>	<b>61</b>	<b>374</b>	<b>859</b>

Table 12  
**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Sub-region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Andean	4	1	7	3	15
	Caribbean	4	1	1	9	15
	Mesoamerica	5	0	4	27	36
	South Cone	4	2	11	9	26
	<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>48</b>	<b>92</b>
2011	Andean	2	2	5	2	11
	Caribbean	4	1	1	11	17
	Mesoamerica	5	0	4	27	36
	South Cone	5	1	17	11	34
	<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>4</b>	<b>27</b>	<b>51</b>	<b>98</b>



Table 13

**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Northern	2	1	3	1	7
2011	Mediterranean	2	1	2	1	6

Table 14

**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Central and Eastern	35	15	3	7	60
2011	European	15	9	2	4	30

Table 15

**Number of mechanisms in place to facilitate the mobilization of resources for the implementation of the Convention, by type (developed country Parties)**

	<i>Developed country Parties</i>	<i>Laws and regulations</i>	<i>Economic and financial incentives</i>	<i>Cooperation frameworks</i>	<i>Sectoral policies</i>	<i>Total</i>
2010	Europe	6	1	45	4	56
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>45</b>	<b>4</b>	<b>56</b>
2011	Europe	6	2	23	7	38
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>23</b>	<b>7</b>	<b>38</b>

**VII. Tables for impact indicator SO-4-7**

Table 16

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Global)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Africa	4	5	5	5	0
	Asia	2	7	6	1	0
	Latin America and the Caribbean	4	3	2	0	0

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
	Northern Mediterranean	0	2	0	0	0
	Central and Eastern European	1	1	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>0</b>
2011	Africa	3	6	5	5	0
	Asia	1	8	6	1	0
	Latin America and the Caribbean	5	3	1	0	0
	Northern Mediterranean	0	2	0	0	0
	Central and Eastern European	1	1	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>0</b>

Table 17  
Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Global)

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Africa	2	4	7	3	1
	Asia	1	3	7	3	0
	Latin America and the Caribbean	4	1	2	1	1
	Northern Mediterranean	0	0	2	0	0
	Central and Eastern European	1	0	0	1	0
	<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>18</b>	<b>8</b>	<b>2</b>
2011	Africa	1	5	6	5	0
	Asia	1	3	7	2	1
	Latin America and the Caribbean	4	1	2	1	1
	Northern Mediterranean	0	0	2	0	0
	Central and Eastern European	1	0	0	1	0
	<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>2</b>

Table 18  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Global)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Africa	2	5	4	4	2
	Asia	0	5	8	2	0
	Latin America and the Caribbean	3	2	3	1	1
	Northern Mediterranean	0	1	0	0	0
	Central and Eastern European	0	1	0	1	0
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>3</b>
	2011	Africa	1	7	3	4
Asia		0	5	8	2	0
Latin America and the Caribbean		3	2	3	1	1
Northern Mediterranean		0	1	0	0	0
Central and Eastern European		0	1	0	1	0
<b>Total</b>		<b>4</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>3</b>

Table 19  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Global)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Africa	3	6	5	5	1
	Asia	1	12	2	0	1
	Latin America and the Caribbean	4	4	2	0	0
	Northern Mediterranean	1	0	0	1	0
	Central and Eastern European	0	2	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>24</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>2</b>
	2011	Africa	3	6	5	5
Asia		2	12	1	0	1
Latin America and the Caribbean		6	3	1	0	0
Northern Mediterranean		1	0	0	1	0
Central and Eastern European		0	2	1	0	0
<b>Total</b>		<b>12</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>

Table 20  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Global)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Africa	3	2	4	9	2
	Asia	0	9	3	2	0
	Latin America and the Caribbean	3	2	5	0	0
	Northern Mediterranean	0	1	1	0	0
	Central and Eastern European	0	2	0	1	0
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>2</b>
2011	Africa	3	2	5	8	2
	Asia	0	10	2	2	0
	Latin America and the Caribbean	4	3	3	0	0
	Northern Mediterranean	0	1	1	0	0
	Central and Eastern European	0	2	0	1	0
	<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>2</b>

Table 21  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Africa)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Africa	1	1	1	0	0
	Eastern Africa	0	0	1	0	0
	Northern Africa	0	1	1	0	0
	Southern Africa	2	0	2	1	0
	Western Africa	1	3	0	4	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
2011	Central Africa	1	1	1	0	0
	Eastern Africa	0	0	1	0	0
	Northern Africa	0	1	1	0	0
	Southern Africa	2	0	2	1	0
	Western Africa	0	4	0	4	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>0</b>

Table 22  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Africa)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Africa	1	1	1	0	0
	Eastern Africa	0	0	1	0	0
	Northern Africa	0	0	2	0	0
	Southern Africa	0	1	2	0	0
	Western Africa	1	2	1	3	1
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
2011	Central Africa	1	1	0	1	0
	Eastern Africa	0	0	1	0	0
	Northern Africa	0	0	2	0	0
	Southern Africa	0	1	2	0	0
	Western Africa	0	3	1	4	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>0</b>

Table 23  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Africa)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Africa	1	1	1	0	0
	Eastern Africa	0	0	0	0	1
	Northern Africa	0	0	1	1	0
	Southern Africa	0	1	1	1	0
	Western Africa	1	3	1	2	1
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
2011	Central Africa	1	2	0	0	0
	Eastern Africa	0	0	0	0	1
	Northern Africa	0	0	1	1	0
	Southern Africa	0	1	1	1	0
	Western Africa	0	4	1	2	1
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>2</b>

Table 24  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Africa)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Africa	0	0	2	1	0
	Eastern Africa	0	1	0	0	0
	Northern Africa	1	1	0	0	0
	Southern Africa	2	1	0	2	0
	Western Africa	0	3	3	2	1
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>1</b>

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2011	Central Africa	0	0	2	1	0
	Eastern Africa	0	1	0	0	0
	Northern Africa	1	1	0	0	0
	Southern Africa	2	1	0	2	0
	Western Africa	0	3	3	2	1
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>1</b>

Table 25

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Africa)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Africa	0	0	1	2	0
	Eastern Africa	0	1	0	0	0
	Northern Africa	1	0	0	1	0
	Southern Africa	2	0	1	1	1
	Western Africa	0	1	2	5	1
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>2</b>
2011	Central Africa	0	0	1	2	0
	Eastern Africa	0	1	0	0	0
	Northern Africa	1	0	1	0	0
	Southern Africa	2	0	1	1	1
	Western Africa	0	1	2	5	1
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>2</b>

Table 26

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Asia)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Asia	1	1	1	1	0
	East Asia	0	0	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	1	1	2	0	0
	South-East Asia	0	1	1	0	0
	West Asia	0	4	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
2011	Central Asia	1	1	1	1	0
	East Asia	0	0	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	0	2	2	0	0
	South-East Asia	0	1	1	0	0
	West Asia	0	4	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

Table 27  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Asia)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Asia	1	1	1	1	0
	East Asia	0	0	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	0	1	1	1	0
	South-East Asia	0	0	1	1	0
	West Asia	0	1	2	0	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
2011	Central Asia	1	1	1	0	1
	East Asia	0	0	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	0	1	1	1	0
	South-East Asia	0	0	1	1	0
	West Asia	0	1	2	0	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>1</b>

Table 28  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Asia)**

	<i>Su-region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Asia	0	2	1	0	0
	East Asia	0	1	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	0	1	3	0	0
	South-East Asia	0	0	0	2	0
	West Asia	0	1	2	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
2011	Central Asia	0	2	1	0	0
	East Asia	0	1	1	0	0
	Pacific	0	0	1	0	0
	South Asia	0	1	3	0	0
	South-East Asia	0	0	0	2	0
	West Asia	0	1	2	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

Table 29  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Asia)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Asia	0	3	1	0	0
	East Asia	0	1	1	0	0
	Pacific	0	0	0	0	1
	South Asia	0	4	0	0	0
	South-East Asia	0	2	0	0	0
	West Asia	1	2	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
2011	Central Asia	0	4	0	0	0
	East Asia	1	0	1	0	0
	Pacific	0	0	0	0	1
	South Asia	0	4	0	0	0
	South-East Asia	0	2	0	0	0
	West Asia	1	2	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>

Table 30  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Asia)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central Asia	0	0	2	0	0
	East Asia	0	1	0	1	0
	Pacific	0	0	0	1	0
	South Asia	0	4	0	0	0
	South-East Asia	0	1	1	0	0
	West Asia	0	3	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
2011	Central Asia	0	1	1	0	0
	East Asia	0	1	0	1	0
	Pacific	0	0	0	1	0
	South Asia	0	4	0	0	0
	South-East Asia	0	1	1	0	0
	West Asia	0	3	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>



Table 31  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Andean	3	1	0	0	0
	Caribbean	1	0	0	0	0
	Mesoamerica	0	2	1	0	0
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2011	Andean	3	1	0	0	0
	Caribbean	1	0	0	0	0
	Mesoamerica	1	1	1	0	0
	South Cone	0	1	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Table 32  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Andean	3	0	1	0	0
	Caribbean	1	0	0	0	0
	Mesoamerica	0	1	0	1	1
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
2011	Andean	3	0	1	0	0
	Caribbean	1	0	0	0	0
	Mesoamerica	0	1	0	1	1
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Table 33  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Andean	2	1	1	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	0	0	1	1	1
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2011	Andean	2	1	1	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	0	0	1	1	1
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Table 34  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Su-region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Andean	3	1	0	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	0	1	2	0	0
	South Cone	0	1	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2011	Andean	3	1	0	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	1	1	1	0	0
	South Cone	1	0	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Table 35  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Latin America and the Caribbean)**

	<i>Subregion</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Vry poor</i>
2010	Andean	2	0	2	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	0	1	2	0	0
	South Cone	0	0	1	0	0
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2011	Andean	2	0	2	0	0
	Caribbean	1	1	0	0	0
	Mesoamerica	1	1	1	0	0
	South Cone	0	1	0	0	0
	<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Table 36

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Northern	-	2	-	-	-
2011	Mediterranean	-	2	-	-	-

Table 37

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the regional level (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Northern	-	-	2	-	-
2011	Mediterranean	-	-	2	-	-

Table 38

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the subregional level (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Northern	-	1	-	-	-
2011	Mediterranean	-	1	-	-	-

Table 39

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Northern	1	-	-	1	-
2011	Mediterranean	1	-	-	1	-

Table 40

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the local level (Northern Mediterranean)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Northern	-	1	1	-	-
2011	Mediterranean	-	1	1	-	-

Table 41  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international level (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central and Eastern	1	1	-	-	-
2011	Europe	1	1	-	-	-

Table 42  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the regional level (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central and Eastern	1	-	-	1	-
2011	Europe	1	-	-	1	-

Table 43  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the sub-regional level (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central and Eastern	-	1	-	1	-
2011	Europe	-	1	-	1	-

Table 44  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the national level (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central and Eastern	-	2	1	-	-
2011	Europe	-	2	1	-	-

Table 45  
**Evaluation of effectiveness of the institutional set up at the local level (Central and Eastern European)**

	<i>Region</i>	<i>Very good</i>	<i>Good</i>	<i>Fair</i>	<i>Poor</i>	<i>Very poor</i>
2010	Central and Eastern	-	2	-	1	-
2011	Europe	-	2	-	1	-

Table 46

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (developed country Parties): Average results**

	<i>Developed country Parties</i>	<i>International</i>	<i>Regional</i>	<i>Subregional</i>	<i>National</i>	<i>Local</i>
2010	Europe	fair	poor	poor	fair	fair
2011	Europe	fair	poor	fair	fair	fair

Table 47

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (Global Environment Facility)**

		<i>International</i>	<i>Regional</i>	<i>Subregional</i>	<i>National</i>	<i>Local</i>
2010	Global Environment Facility	very good	very good	fair	very good	very good
2011	Global Environment Facility	very good	very good	fair	very good	very good

Table 48

**Evaluation of effectiveness of the institutional set-up at the international, regional, subregional, national and local levels (Global Mechanism)**

		<i>International</i>	<i>Regional</i>	<i>Subregional</i>	<i>National</i>	<i>Local</i>
2010	Global Mechanism	very good	very good	very good	very good	-
2011	Global Mechanism	very good	very good	very good	very good	-